

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 25 OCTOBRE 2021 - 51^e ANNÉE - N° 1219 - 4 €

Valise diplomatique

Au Congrès de Vienne les Ambassadeurs valsaient. Aujourd'hui ils valsent toujours mais entre deux avions. Rappelés, expulsés, chassés, virés, le vocabulaire est riche. Ils « sautent » avec ou sans parachute. Ils parcourent seuls les longs couloirs des aéroports, tirant tristement une valisette à roulettes, heureux si à bord ils sont surclassés.

Nicolas de Bouillane de Lacoste a quitté Minsk, le 17 octobre. Le gouvernement biélorusse lui avait enjoint d'être parti avant le 18. Motif : « retrait de l'agrément délivré le 31 août 2020 pour non-présentation par l'ambassadeur de ses lettres de créance au président Loukachenko ».

Lacoste avait été placé dans une situation intenable par le Quai d'Orsay. La France n'avait pas reconnu l'élection présidentielle du 9 août 2020. Pourtant elle avait soumis une demande d'agrément. Celle-ci accordée, l'ambassadeur avait été nommé au *Journal Officiel* du 16 septembre. Ayant rejoint son poste, il avait présenté la « copie figurée » de ses lettres de créance au ministre des Affaires étrangères biélorusse le 8 décembre. Mais ces lettres de créance s'adressaient au président Loukachenko. Comment cela se pouvait-il sans reconnaître son élection que Macron n'avait cessé de contester ?

La balle était donc dans le camp de Loukachenko libre de choisir le prétexte et le moment où il serrerait le nœud coulant autour du cou de l'ambassadeur. Il a choisi le jour où la principale opposante, Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée à Vilnius, était reçue à Paris par le ministre Yves Le Drian. ■



© PIQUELS.

Il faut augmenter les salaires !

Les débats actuels sur les salaires et le pouvoir d'achat posent la question de la finalité de l'économie.

Permettre à chacun de vivre dignement mais aussi de participer à la vie sociale : tel devrait être l'objectif de l'économie. Poser la question c'est s'interroger sur la rémunération du travail et sur le pouvoir d'achat. La manière dont les gouvernements y ont répondu depuis

quarante ans n'a jamais été à la hauteur de l'enjeu, pas plus que le chèque de 100 euros promis par Jean Castex pour répondre à la hausse des prix de l'énergie. Le problème pourrait se révéler insoluble tant qu'on refusera de mettre à contribution les grands groupes qui

continuent de favoriser une économie de rentiers, d'aligner la TVA du pétrole, du gaz et de l'électricité sur celle des produits de première nécessité, ou d'instaurer un contrôle public des opérateurs de l'énergie. **L'article de Nicolas Palumbo et Henri Valois en pages 2 et 3.**

Nos Arrière-pays

Dans les régions dévastées par la mondialisation, les citoyens survivent entre désespoir et révolte.

L'enquête sociologique nous donne une vue générale sur tout ou partie de notre monde. La littérature peut nous rapprocher de l'intime et nous placer au cœur des mouvements collectifs. Ainsi le roman balzacien de Daniel Rondeau qui évoque la vie quotidienne dans l'Aube, département oublié et ravagé par les effets de ce qu'on nomme

à Paris « compétitivité », « libre-échange », « Europe » et « mondialisation ». Une mondialisation qui se présente aujourd'hui sous l'aspect du prédateur chinois. Comment s'étonner que les victimes de cette sauvagerie aient mis un gilet jaune pour signifier leur refus de l'effacement, avant de monter à Paris ? **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 3 : **Le retour du nucléaire.**

Page 5 : **Économie : pas d'avenir sans ruptures.**

Page 7 : **Biden face aux migrants.**

Page 12 : **Le monde rêvé de Jérôme Baschet.**

Page 14 : **Des royalistes contre les nazis : Jérôme Fassin.**

Page 16 : **Éditorial. Vices cachés et fausses vertus.**

Salaires : la question incontournable

Redémarrage de l'activité plus rapide que prévu, ouverture de la campagne présidentielle, hausse des prix de l'énergie... la question du pouvoir d'achat revient, révélant les carences de l'économie française.

En mai 2009, deux ans après son arrivée à l'Élysée, Nicolas Sarkozy confie à Jean-Philippe Cotis, alors directeur général de l'Insee, un rapport sur le partage de la valeur ajoutée. La conclusion est sans appel : le rapport entre salaire et profit a chuté de dix points depuis 1982. Entre-temps, le gouvernement de gauche – sous l'impulsion de Jacques Delors alors ministre de l'Économie et des Finances – applique le théorème de Schmidt, du nom du chancelier allemand de l'époque, pour qui « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». Nous savons maintenant que c'est faux : si accroissement des profits il y a bien eu, ils n'ont profité ni à l'investissement productif ni à l'emploi, mais aux marchés financiers.

Persuadé que cet échec n'est pas dû au caractère erroné de la théorie, mais au fait qu'on n'est pas allé assez loin dans la baisse des salaires, un autre gouvernement, de droite celui-là, décide d'exonérer de cotisations sociales les salaires au niveau du Smic. Mêmes causes, mêmes effets : les profits des entreprises augmentent, mais pas l'emploi. Les conséquences sont désastreuses pour l'économie française : tassement de l'échelle salariale, stagnation de la croissance, déclin de la classe moyenne, désindustrialisation... Résultat : aujourd'hui, le salaire moyen annuel des Français s'élève à 41 600 euros, contre 49 000 pour les pays du Benelux, 47 124 chez nos voisins allemands et 47 000 pour le Royaume-Uni.

Pas étonnant dans ce contexte, augmentation des taxes et des prix de l'énergie aidant, de voir apparaître des mouvements sociaux de type Gilets jaunes, favorisés par l'éparpillement syndical et la guéguerre que se livrent les organisations de salariés. Pas étonnant, non plus, de voir les retraités descendre dans la rue pour réclamer une revalo-



Banderole CGT dans une manifestation des Gilets jaunes. La question salariale revient dans l'actualité.

risation de leurs pensions. Pas étonnant, enfin, de constater que des pans entiers de notre économie peinent à recruter, alors que le chômage avoisine encore et toujours les 9 % de la population active.

En cause, des conditions de travail difficiles, mais aussi et surtout des salaires qui ne sont pas à la hauteur de la charge de travail et de la formation. Le scandale est tel que dans l'hôtellerie-restauration, c'est le patronat en personne qui promet des hausses de salaires : du jamais vu ! Mais le privé n'est pas seul en cause : la catastrophe sanitaire a mis en lumière les salaires ridiculement faibles des personnels hospitaliers. Régulièrement, le ministre de l'Éducation nationale promet un geste en faveur

de la rémunération des enseignants... qui ne vient jamais.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le pouvoir actuel n'a pas pris la mesure du sujet. En témoigne la façon dont il répond aujourd'hui à l'explosion des prix de l'énergie. Alors que tout le monde sait que ces prix comprennent un niveau élevé de taxes, fixé par l'État, il est trop facile d'incriminer les seules évolutions du cours du gaz ou du brut. De la même façon, lorsque l'on connaît les moyens de pression dont dispose l'État vis-à-vis des producteurs d'énergie, il est surprenant d'entendre que nous sommes entre les mains du marché. En tout état de cause, il est clair que la prime de 100 euros annoncée en fa-

veur des ménages modestes ne répond aucunement aux inquiétudes des Français.

Ces augmentations auront un effet dévastateur sur le pouvoir d'achat de millions de ménages, en particulier ceux qui sont contraints de se déplacer en voiture pour accéder à leur travail ou aux services du quotidien. Ou ceux qui vivent dans des logements mal ou très mal isolés. Elles auront aussi des répercussions hélas très prévisibles sur les professions liées aux transports (logistique, commerce...) mises à mal lors de la pandémie et qui n'auront comme seule recours que d'augmenter leurs prix.

Il faudra bien en venir à des politiques plus structurelles en matière d'énergie. Pourquoi l'idée d'un prix stable du pé-

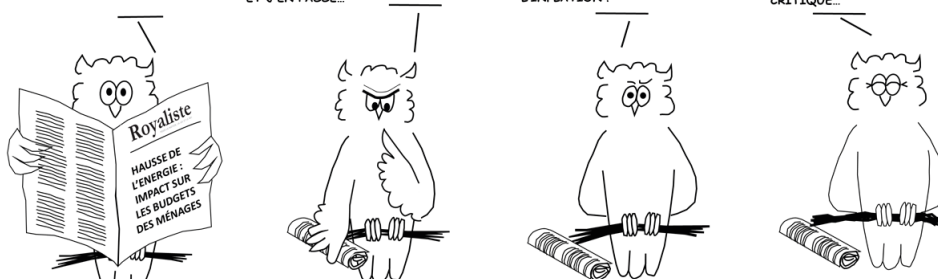
Sur le mur de Jean Chouan

C'EST VRAI QUE LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EN PREND UN SACRÉ COUP EN CE MOMENT !

HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE, DES ÉTUDES, DU CÔTÉ DE LA VIE, CHAUFFAGE, TRANSPORTS, INFLATION ET J'EN PASSE...

MAIS LE GOUVERNEMENT MONTRERAIT QU'IL TIENNE BON, ET LÀ OÙ IL PEUT IL LUTTE SANS MERCI CONTRE L'INFLATION !

PAR EXEMPLE, LE LIVRET A RESTÉ TOUJOURS À 0,5 % ! COMME QUOI, TOUT N'AUGMENTE PAS : ET ON CRITIQUE...



Le retour du nucléaire

trole et du gaz, évoquée lors du quinquennat Hollande, en ajustant le niveau des taxes selon l'évolution des cours, est-il toujours dans les cartons de Bercy? *Quid* d'une mise à contribution des groupes privés (tout le monde a en tête les dividendes distribués par Total et Engie pendant la pandémie)? La TVA sur l'énergie ne devrait-elle pas s'aligner sur celle des produits de première nécessité? Combien de temps faudra-t-il à nos dirigeants pour comprendre qu'on ne maîtrise pas un secteur aussi stratégique sans un contrôle public des opérateurs?

Plus généralement, ce sont les questions d'ensemble du pouvoir d'achat et de la rémunération du travail qui sont aujourd'hui posées. Y répondre en évoquant la mise en place à l'échelon européen d'un salaire minimum n'a aucun sens. L'approche à travers la définition (1) d'un revenu minimum décent serait plus conforme à ce que devrait être la finalité de l'activité économique: permettre à l'ensemble de la population de vivre dans des conditions décentes, c'est-à-dire répondre à ses besoins essentiels: se loger, se nourrir, se vêtir... mais aussi participer de façon effective à la vie sociale. ■

NICOLAS PALUMBO
ET HENRI VALOIS.

(1). Cf. l'étude du Credoc et de l'Ires publiée en 2015 par l'ONPES.

Le nucléaire serait-il en train de rentrer en grâce? C'est l'impression que l'on ressent en France depuis la présentation du « plan pour l'énergie à l'horizon 2030 », et celle de la nouvelle filière des « petits réacteurs modulaires » qui devraient être prêts à entrer sur le marché en 2030.

Voilà un moment important pour notre pays, pour le réveil de notre filière nucléaire, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a souffert ces dernières décennies. Pourquoi ce revirement apparent? Probablement parce que tout le monde commence à s'apercevoir que, sans le nucléaire, les engagements à atteindre la neutralité carbone en 2050 ne pourront pas être remplis. Aucun espoir d'y arriver sans lui, puisque la « solution » de l'éolien et du photovoltaïque impose paradoxalement d'ouvrir de nouvelles centrales à gaz ou à charbon pour pallier l'intermittence de leurs productions. Alors, s'il est vrai que l'Allemagne et ses « clients » s'opposent toujours au nucléaire, une dizaine de pays européens soutiennent maintenant la France dans son souhait de le voir entrer dans le groupe des « énergies propres ». Souhait qui semble être partagé par Ursula Von der Leyen, qui a déclaré récemment que c'était la seule façon pour



WIKIMEDIA - FRANÇOIS GOGGINS.

la Commission de respecter ses engagements. Deux réflexions s'imposent alors.

La première concerne les motivations de ce revirement. En effet savoir si le nucléaire est une énergie propre n'a aucun sens ici. La seule question qui compte est la suivante: doit-on considérer la lutte contre le réchauffement climatique comme la priorité numéro un? Dans l'affirmative, nous n'avons pas le choix: puisque la « neutralité-carbone » doit être effective dans les dix ans qui viennent, seule l'utilisation du nucléaire permettra d'atteindre cet objectif, puisqu'elle est la seule à n'émettre aucun gaz à effet de serre. C'est aussi simple que cela. On peut bien sûr se poser

toutes les questions du monde sur le nucléaire, mais elles sont hors-sujet si la priorité climatique s'impose. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne doive pas avoir par ailleurs une politique du nucléaire qui, elle, se pose ces questions et propose des réponses.

La deuxième, plus nationale, est de faire le point sur l'état de notre parc de centrales, sur leur remplacement, sur le coût du nucléaire, la part qu'il doit prendre dans le « mix énergétique », sur les nouvelles générations de centrales et en particulier ces « petits réacteurs modulaires » de 10 à 300 mégawatts dont a parlé Emmanuel Macron. Et plus généralement sur l'évolution de la filière nucléaire en France, du moins ce qu'il en reste après que des gouvernements sans politique énergétique claire ont fait perdre à notre pays son *leadership* du nucléaire civil. Où en est-on, nos chercheurs, nos ingénieurs, nos techniciens sont-ils encore là, avons-nous dans nos cartons les plans des centrales (grandes ou petites) de demain? Puisque le vent change, il va falloir reprendre très vite ce dossier du nucléaire, en France et dans le monde (1). ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Un livre récemment publié pour nous y aider: Fabien Bouglé, *Nucléaire: les vérités cachées*, éd. du Rocher, 2021.

L'Écho du net

■ **Bisounours.** « *Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ». Attribuée habituellement au général de Gaulle, cette phrase n'a pas été assimilée par Emmanuel Macron, comme on a pu s'en rendre compte à l'occasion d'événements qui ont récemment affaibli la position internationale de la France. Cela donne l'occasion à Descartes, sur le blog du même nom (1), d'exprimer sa surprise devant la naïveté apparente du chef de l'État: « *Il est toujours un peu étonnant d'imaginer qu'un politicien puisse être naïf. Après tout, n'évolue-t-il pas dans un milieu où le cynisme, le choc des ambitions, la confrontation des grands principes aux petites réalités est constante? Par exemple, on a envie de croire que les États-Unis sont nos fidèles alliés, que l'Union européenne est*

autre chose qu'une machine folle, que nos interlocuteurs sur l'arène internationale sont raisonnables et nous veulent intrinsèquement du bien », alors qu'il y a une vingtaine d'années, le programme Echelon d'interception des télécommunications mondiales « avait déjà mis en évidence le fait que les services de renseignement américains n'éprouvaient pas la moindre gêne à mettre sur écoute leurs alliés ».

En 2019, le témoignage édifiant de Frédéric Pierucci, ancien cadre supérieur d'Alstom, sur le dossier de corruption « fabriqué » par le Département de la Justice américain afin de permettre le rachat par General Electric de la branche Energies du groupe français, aurait dû instruire nos dirigeants actuels. Il n'en a rien été puisqu'à l'occasion de la récente rupture par l'Australie, sur ordre et au profit des États-Unis, du contrat de fournitures de sous-marins,

lesdits dirigeants se sont contentés d'une « bouderie de deux semaines et d'une petite phrase d'Ursula Von der Leyen ». Et ce sont ces mêmes dirigeants qui « s'indignent de voir que l'Union européenne n'ait soutenu la position française que du bout des lèvres, et sans le moindre engagement. Là encore, cela ne peut surprendre que les naïfs qui ont pris au sérieux la vision qui veut que les rapports internationaux soient régis par autre chose que les rapports de force. Et quoi qu'en dise la propagande euro-lâtre, les rapports entre pays européens restent des rapports internationaux. Nos partenaires européens ont beau proclamer leur adhésion à la « solidarité européenne », à l'heure des choix ils feront primer leurs intérêts nationaux. Cette affaire illustre encore une fois une réalité: contrairement à ce qui se passe à l'intérieur d'une nation, il n'existe au-

cune *solidarité inconditionnelle entre Européens* ».

Nous ne pouvons que faire nôtre la conclusion: « *En matière internationale, c'est une question de vie ou de mort. Il nous faut une politique extérieure digne de ce nom. Ce qui suppose de définir quelle est la place que nous voulons dans le monde. Car la puissance, c'est d'abord une question de volonté. La Russie est une puissance mondiale, l'Allemagne ne l'est pas. Et pourtant, la première a un PIB inférieur à la seconde. Pourquoi? Parce qu'il y a d'un côté la volonté de peser dans les affaires du monde et faire de la présence internationale une priorité nationale, et que de l'autre on se contente d'être riche, quitte à en payer d'autres pour vous défendre* ».

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://descartes-blog.fr/2021/10/16/visite-touche-coude-diplomatie-au-pays-des-bisounours>

Ah les belles brèves de campagne!

Plus un jour sans son lot de sondages, de déclarations, de débats, où les 13 candidats déclarés ou putatifs redoublent d'idées sur tous les sujets. Que font les Français? Comme nous: ils en rient ou ils en pleurent...

■ **Délires d'avenir.** – « *Présidentielle 2022 : Ségolène Royal n'exclut rien* » (Le Figaro). Après une énième claque (à l'occasion des élections sénatoriales cette fois-ci), la Madone du Poitou semble impatiente d'en redemander, allant jusqu'à considérer, sans rire, que « *l'appareil du parti* » n'a pas non plus « *rendu service* » à la maire de Paris et candidate déclarée, Anne Hidalgo. « *La même semaine où le Parti socialiste a refusé mon investiture aux sénatoriales, Anne Hidalgo s'est effondrée dans les sondages à 4 %* », analyse-t-elle. Quand on pense que de mauvaises langues se moquaient des outrances d'une certaine Sandrine Rousseau...

■ **Je pose tout et je ne retiens rien.** – « *A Béziers, Eric Zemmour propose d'enlever le pouvoir aux contre-pouvoirs* » (Le Monde). Ces contre-pouvoirs dont nous nous étions bêtement laissé inculquer qu'ils étaient nécessaires – quoique pas suffisants – à la démocratie, voilà que le Croquemitaine préféré des médias propose de les amputer de ce qu'ils ont déjà abdiqué. Tout cela devient décidément confus.

■ **Redécomposition.** – « *Présidentielle 2022 : l'afflux d'adhésions à LR peut-il bouleverser le congrès ?* » (20 minutes). S'il s'agit des orphelins de Sandrine Rousseau et des déçus de



Ségolène Royal menace de se présenter. Chiche!

Stéphane Le Foll, peut-être... On comprend d'ailleurs que pour départager des profils aussi différents que Pécresse, Barnier et Bertrand, les foules se précipitent!

■ **À tombeau ouvert.** – « *Présidentielle 2022 : Anne Hidalgo investie par le Parti socialiste* » (Le Huffington Post). Olivier Faure a reconnu que « *personne ne souhaite notre victoire* ». Voilà qui a déjà le mérite d'être clair et assez lucide. Mais « *nous allons t'accompagner, Anne* », a-t-il assuré. Avec des sédatifs?

■ **L'embarras du choix.** – « *Élection présidentielle 2022 : Valérie Pécresse conteste éga-*

lement la primauté du droit européen, après la décision prise par la Pologne » (Le Monde). Après, Bertrand, Barnier et Ciotti! A ce train, nous n'allons pas tarder à découvrir qu'ils étaient en fait tous eurosceptiques depuis toujours... et nous ne nous en étions même pas aperçus!

■ **Bruit de bottes.** – « *Macron condamne les attaques contre le droit européen* » (Le Figaro). Vous allez voir qu'on finira par s'engueuler avec les Polonais et que c'est l'Allemagne elle-même qui viendra nous le reprocher. Ce serait un comble!

■ **La défaite est au bout du fusil.** « *Jean-Luc Mélenchon de-*

vant ses militants à Reims : la victoire est possible » (France TV Info). Aucune chance! Et ceux qui rendent l'exploit impossible s'appellent notamment Corbière, Autain, Coquerel, Aubry et surtout – c'est dommage mais c'est ainsi – Mélenchon. Mais vous aurez bien quelques députés en lot de consolation. Après tout, c'est ce qui compte, n'est-ce pas?

■ **Patience et longueur de temps.** – « *France 2030 : Emmanuel Macron annonce un investissement de 30 milliards d'euros dans l'industrie* » (France TV info). Il lui aura fallu cinq ans pour finalement trouver un gisement de « *poignon de dingue* ». Donnez-lui en cinq de plus et il finira par retrouver le coffre de Benalla.

■ **Des fois ça march' pas!** – « *Pandora Papers : cinq ans après les Panama Papers, l'évasion fiscale se porte bien* » (France Inter). Ça alors! Quel dommage, après tant d'efforts acharnés, depuis tant d'années, pour y mettre un terme.

■ **Avoir un bon copain...** – « *Afghanistan. Les talibans menacent d'un afflux de réfugiés si les sanctions sont maintenues* » (Ouest-France). Avec la Turquie sur l'itinéraire, gageons qu'Erdogan ne permettrait jamais une chose pareille.■

MATHIEU MOREL.

La quinzaine sociale

■ **Surprise!** – Contre toute attente, les salariés d'Île-de-France âgés de moins de 35 ans seraient moins fans de télétravail que leurs aînés. C'est ce que révèle le 8^e rapport *Paris Workspace* réalisé avec l'Ifop. On y apprend que 64 % d'entre eux considèrent le bureau comme un endroit où ils aiment passer du temps, contre 42 % pour les 35-50 ans; le ratio tombe à 38 chez les plus de 50 ans. Pour eux, le bureau est « *un point de repère important* », « *la vie sociale et les collègues* » constituent les principales raisons d'y venir; ils seraient 67 % à considérer leurs collègues comme des amis (34 % pour leurs

aînés). L'expérience du confinement aurait-elle été mal vécue par cette tranche d'âge?

■ **Sans surprise.** – La Cour des comptes souhaite, sinon peser sur la prochaine élection présidentielle, du moins donner aux citoyens les moyens de s'informer sur les grands enjeux de ce scrutin dans un contexte grandissant de désinformation. Elle vient ainsi de publier plusieurs notes « *synthétiques et pédagogiques* » sur les « *principaux défis auxquels seront confrontés les décideurs publics* ». Parmi les sujets traités figurent les retraites et la nécessité de réformer le système actuel. Trois pistes sont évoquées – l'allongement de la durée de cotisation, l'augmentation

des cotisations, la baisse des pensions – les mêmes depuis 40 ans.

■ **Stupéfaction.** – Le nombre des déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) progresse au troisième trimestre 2021 (+11,4 %, contre 16,6 % au trimestre précédent). Selon l'Urssaf, il s'agit d'« *un nouveau pic historique, supérieur de 12,8 % au précédent point haut enregistré au dernier trimestre 2019, juste avant le déclenchement de la crise* ». En tête des secteurs qui recrutent : le tertiaire, notamment hôtellerie-restauration et BTP, mais aussi – plus surprenant – l'industrie.

■ **Fatalité?** – « *La pauvreté n'est pas une fatalité* », telle est la

conclusion du premier rapport publié par Emmaüs International le 17 octobre à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère. Ce document, qui met en avant les combats menés par l'association partout où elle est présente, souligne la nécessité d'impliquer les personnes vulnérables à la prise en main de leur destin, d'instaurer les conditions d'un accueil digne et de leur fournir une éducation qui leur permette de s'épanouir.

C'est d'autant plus urgent qu'une étude de la Banque mondiale montre que la catastrophe sanitaire liée au Covid-19 plongera dans les mois qui viennent 150 millions de personnes supplémentaires dans la précarité.

N. P.

ÉCONOMIE

Pas d'avenir sans ruptures

Le système économique qui prévaut depuis près de cinquante ans est à bout de souffle. L'humanité a le choix entre renouer avec le monde d'avant la pandémie de Covid-19 ou changer de paradigme.

Conditions sanitaires obligent, le Printemps de l'économie s'est déroulé pour la deuxième année consécutive... en automne. Le thème retenu pour 2021 – « *Bifurcations : l'heure des choix* » – était particulièrement bien choisi. Il sous-entend, en effet, que l'humanité – qui commence à percevoir les conséquences dramatiques du changement climatique et de la disparition d'espèces animales et végétales – est à la croisée des chemins et qu'elle a le choix entre deux options : renouer avec le monde d'avant la pandémie de la covid 19, moyennant quelques aménagements, ou changer complètement de paradigme. Si, durant quatre jours, l'ensemble des interventions a permis d'éclairer d'un jour nouveau la réflexion, la table ronde inaugurale fut l'occasion pour Michel Aglietta et René Passet de confronter leur point de vue sur le sujet.

Pour Michel Aglietta, professeur émérite d'Économie, à l'origine avec Robert Boyer, notamment, de l'économie de la régulation, parler de bifurcations, c'est d'abord se poser une question : la crise climatique met-elle à bas le capitalisme ? Pour y répondre, il propose de remonter à ses origines. Depuis le XVII^e siècle, le capitalisme a évolué de rupture en rupture, périodes durant lesquelles des forces sociales nouvelles émergent et des institutions apparaissent, entraînant des changements de régime qui permettent au système de se stabiliser et de renouer avec la croissance jusqu'à la rupture suivante. D'où cette seconde question : la période de rupture dans laquelle nous entrons est-elle caractéristique d'un nouveau capitalisme – qui ne sera pas néo-libéral – ou de la disparition du capitalisme ? En d'autres termes, existe-t-il un capitalisme environnemental compatible avec les limites planétaires alors que sa capacité d'accumulation est illimitée ? Réponse de sa part : oui à condition de renoncer à quatre formes de rentes : financière (à l'origine de l'endettement public et privé), numérique (captée par des monopoles qui, dans un futur pas très lointain, pourraient mettre la main sur la monnaie), métropolitaine (qui détruit les territoires alentour), et d'influence (avec les groupes de pression qui s'imposent aux États).

Le futur ne se déduira pas du passé. Pour René Passet, également professeur émérite d'Économie, adepte de l'approche transdisciplinaire, pionnier du développement durable, défenseur de la bioéconomie et proche, durant de longues années, de François Perroux, les références au passé ne permettent pas d'appréhender la



PXHERE - PHOTO: DOMAINE PUBLIC

complexité de la situation dans laquelle nous nous trouvons, car « aucune génération n'a eu à affronter un ensemble d'épreuves aussi considérables que la nôtre ». Selon lui, les bifurcations sont toujours précédées d'un point critique, d'un moment où le déterminisme ne fonctionne plus, où il y a rupture des causalités, où les événements passés ne permettent plus d'expliquer les événements présents et à venir. Contrairement à ce qu'affirme la doxa en économie, les situations d'équilibre n'existant pas, il suffit, dans un monde en constante évolution, d'un événement mineur pour faire basculer le cours de l'histoire dans un sens

ou dans un autre : c'est ce moment que nous sommes en train de vivre. Partant de là, l'homme peut-il agir ? À court terme, oui ; à long terme, non, sans inventer un nouveau paradigme, la multiplication des points critiques rendant toute prévision impossible.

Tous deux ont ensuite abordé la question du marché qui dicte sa loi à l'activité humaine. Pour René Passet, il convient de le dépasser, sous peine de continuer à raisonner en termes de substituabilité des facteurs et de prix relatifs, théorie qui a échoué à représenter le réel, un réel qui ne se laisse pas appréhender sans faire appel à l'approche transdisciplinaire qui associe l'économie et les sciences du vivant. En accord avec lui sur l'impossibilité de prévoir le futur et sur la responsabilité du marché dans le changement climatique, Michel Aglietta voit dans l'écologie politique « une ardente obligation », faisant ainsi référence à la planification, qui vise à retrouver le sens du long terme, qui permet de construire des scénarios définissant des futurs possibles et présente l'intérêt de mobiliser toute la société (les services de l'État, les entreprises, les collectivités locales, la société civile organisée).

La conclusion est revenue à René Passet pour qui, la situation est grave sans pour autant être désespérée : « si on raisonne sans quitter la rationalité, le monde est embarqué dans une telle mésaventure que tout semble fichu ». Son espoir réside dans ce fameux point critique, un phénomène inattendu qui vient tout bouleverser. Et de citer, à l'appui de son propos, la chute du mur de Berlin, impensable pour les gens de sa génération, ou une innovation salvatrice dans le domaine technique. Le débat ne fait que commencer. ■

NICOLAS PALUMBO.

Le Printemps de l'économie

Créée en 2013 par Pierre-Pascal Boulanger, professeur d'économie dans le secondaire, en partant du constat selon lequel « la méconnaissance en économie est une menace pour la démocratie », cette manifestation – qui s'adresse au grand public et cherche particulièrement à toucher les jeunes générations, dont les lycéens – vise à rassembler chaque année (en général en mars) des économistes – toutes écoles de pensée confondues – pour les faire dialoguer sur un thème choisi, en rapport avec l'actualité : ce qui relève le plus souvent du tour de force, tant les approches sont irréconciliables et les relations, tendues entre les « orthodoxes », grands prêtres du néolibéralisme, et les « hétérodoxes », contempteurs d'un système qui mène l'humanité à sa perte.

La session 2021 s'est tenue du 12 au 15 octobre comme à son habitude en différents lieux de la capitale (Campus Eiffel dans le XVI^e arrondissement, université Paris-Dauphine, Cnam...). Thématiques retenues les années précédentes : « *Chère croissance* » (2013), « *L'Europe au placard, l'Europe au rencard* » (2014), « *Mais où va donc la planète ?* » (2015), « *L'économie en quête de territoires* » (2016), « *Vingt défis pour la France* » (2017), « *Démondialisation, des mondialisations* » (2018), « *Travail : un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout* » (2019). En 2020, à cause de la pandémie, des ateliers furent proposés en ligne. L'ensemble des interventions constitue une base de données de référence et est accessible sur le site www.printempsdeleco.fr ■

Maroc-Algérie : les frères ennemis

Pour la plupart des observateurs, la rupture des relations diplomatiques, décidée par Alger le 24 août, n'était pas surprenante, vues les relations tumultueuses entre les deux voisins.

Il n'y avait pas d'oppositions marquées entre le Maroc et l'Algérie avant l'indépendance des deux pays. Les conflits ont commencé quand Rabat a exigé le rétablissement de sa souveraineté sur des zones appartenant au Maroc historique, alors qu'Alger entendait maintenir les frontières héritées de la colonisation. Ce différend frontalier a débouché en octobre 1963 sur la féroce « guerre des sables », au cours de laquelle les deux parties ont subi des pertes importantes. Depuis, leurs relations ont souvent oscillé entre le mauvais et l'exécutable. Avec, au premier chef, le conflit au Sahara occidental qui oppose depuis l'hiver 1975 le Maroc et les combattants du Front Polisario, soutenus par Alger, et qui reste la principale pomme de discorde entre les deux voisins.

Malgré ces tensions, la voie diplomatique est restée la plupart du temps ouverte entre Rabat et Alger. Quels sont les éléments qui ont conduit à la crise actuelle ? Le régime algérien incrimine la normalisation



Le roi Mohammed VI. Les risques d'un conflit avec l'Algérie sont réels.

des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël en décembre 2020, dans lequel il voit l'installation d'une « *avant-garde sioniste* » au Maghreb qui menacerait sa sécurité. En réalité, ce qui semble surtout mécontenter l'Algérie, c'est la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, reconnaissance qui s'ajoute au fait que le Maroc, ayant repris sa place dans l'Union africaine en 2017, a obtenu que de nombreux États africains reconnaissent également cette souveraineté.

Ces événements récents n'ont fait que précipiter une crise qui couvait depuis longtemps. Les deux voisins n'ont

jamais renoncé à leurs jeux d'influence en Afrique et leur concurrence s'est exacerbée dans les dernières années. En outre, ils ont fait des choix au plan économique et en matière d'alliances diplomatiques qui les opposent complètement. La crise Maroc-Algérie aggrave évidemment les risques de déstabilisation dans une région où Tunisie et Libye sont en proie à des crises intérieures. Elle inquiète à ce titre l'Europe qui craint également des répercussions sur la coopération méditerranéenne en matière de terrorisme, d'énergie ou d'immigration illégale.

Compte tenu de la tournure des événements, il est peu probable que le roi Moham-

med VI se limite à un rôle de *soft power* et que le président algérien fasse marche arrière, surtout après sa dernière *interview* où il faisait clairement allusion à une éventuelle guerre. Lorsqu'on sait que les deux rivaux sont les plus armés de la région, le risque est donc sérieux. Qui peut servir d'intermédiaire, à part la France, dont les relations avec l'Algérie sont de nouveau exécrables ? « *Celui qui sait vaincre n'entreprend pas la guerre* » À bon entendeur, salut ! ■

WAFI ZEMRANI.

Les Faits majeurs

■ **Libye.** – Il y a tout juste dix ans, le 20 octobre 2011, le « Guide » déchu Mouammar Kadhafi était capturé et lynché à mort par des troupes rebelles. S'ensuivit une décennie de guerre civile et d'ingérence étrangère. Pour sortir de l'impasse, le Premier ministre Abdel Hamid Dbeibah s'est déclaré favorable à des élections générales fin décembre, suivant en cela la recommandation de l'ONU. Un scrutin avec l'aval des différentes factions rivales dans le pays pourrait constituer un premier pas vers une stabilité politique.

■ **République tchèque.** – Grave-malade, le président Miloš Zeman, qui devait nommer un nouveau chef du gouvernement à la suite des législatives des 8 et 9 octobre, est hors d'état d'assumer sa charge, selon le président du Sénat. Son pronostic vital est engagé. Conformément à l'article 66 de la Constitution, un transfert de compétences provisoires devrait être décidé par le Parlement au profit du Premier ministre sortant (Andrej Babis, pourtant vaincu aux législatives) et du président de la chambre basse.

■ **Taiwan.** – Les spécialistes des relations internationales ont les yeux rivés sur l'île de 23 millions d'habitants. La volonté unificatrice du gouvernement chinois – qui pourrait passer par un affrontement militaire – préoccupe. Il y a quelques jours, la présidente de Taiwan, Tsai Ing-wen, a réaffirmé qu'elle ne céderait pas aux pressions et répliquerait en cas d'attaque directe de la Chine. Elle a également exhorté les Occidentaux à mesurer les conséquences pour la paix et la démocratie mondiales d'une chute de Taïwan.

C. M.

Voix étrangères

■ **Triangle des Bermudes.** Le 24 mai dernier, l'avion de Ryanair Athènes-Vilnius était détourné sur Minsk pour kidnapper un opposant biélorusse, Roman Protassevitch. En juillet, on découvrait qu'Iraqi Airways avait quadruplé sa liaison hebdomadaire Bagdad-Minsk, puis toutes sortes de vols anormalement décuplés depuis Dubaï ou Istanbul, grâce à des « tours » vendus sur les réseaux sociaux qui promettent l'Europe via la Biélorussie. Selon les autorités polonaises, 21 000 tentatives de franchissement de la frontière ont été repoussées depuis août : Afghans, Irakiens, Syriens, Africains... Sept morts ont été recensés, avant l'hécatombe annoncée par le général hiver, alors que les températures commencent à tomber sous zéro dans la région.

Les ministres des Affaires étrangères des 27 membres de l'Union

européenne, réunis à Luxembourg le 18 octobre, ont interdit leur espace aérien aux avions biélorusses et demandé à toutes les compagnies aériennes d'éviter l'espace aérien biélorusse : « *un triangle des Bermudes géopolitique* » au centre de l'Europe, selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

Les 27 s'affirment ainsi solidaires de la Pologne au moment où les relations entre Varsovie et Bruxelles sont tendues par les controverses sur le droit européen. Pour autant, le ton monte dans les médias occidentaux sur le traitement des migrants. La Lituanie, premier pays visé, avait vu dans la manœuvre biélorusse une offensive de style « *hybride* ». La Pologne a décrété le 2 septembre l'état d'urgence pour la première fois depuis l'ère communiste. Aucun journaliste ni membre d'une ONG n'a pu approcher de la frontière et recueillir des témoignages.

La Podlachie (Podlaski) est zone interdite. L'organe de protection des frontières de l'UE, Frontex, qui a pourtant son siège à Varsovie, s'est vu refuser l'accès, les gardes-frontière polonais étant les plus efficaces.

La Diète polonaise a adopté le 14 octobre une loi autorisant les refoulements et la construction d'un mur pour un montant de 353 millions d'euros. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publiait, le 6 octobre, un reportage franchement hostile aux « *méthodes* » polonaises de refoulement des migrants. Les États-membres de l'UE auraient néanmoins mauvaise grâce à les condamner, écrit l'article, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à « *maltraiter* » les migrants, citant la Grèce et la Croatie. Au lieu de repenser la politique de l'immigration, les 27, après les voies de terre et de mer, préfèrent s'en remettre au ciel.

Y. L. M.

Mexicains, Centraméricains, Haïtiens, Cubains, Sudaméricains assaillent la frontière nord-américaine. L'explosion de la migration à travers l'Amérique centrale constitue le talon d'Achille de la présidence Biden.

Le Jaguar et les Coyotes

PAR YVES LA MARCK.

Necocli, Tapachula, Tenosique, ces noms nous sont certes moins familiers que ceux de Lampedusa, de Lesbos ou des Canaries. Des centaines de milliers de migrants s'y agglutinent pourtant. Le premier lieu, pour les migrants partis de plus loin, Necocli, marque la frontière (maritime) entre la Colombie et le Panama; Tapachula celle entre le Guatemala et le Mexique; Tenosique, sur l'isthme de Tehuantepec à l'intérieur du Mexique, celle entre les États mexicains du Sud, amérindiens, (Chiapas, Tabasco) et ceux du Nord (qui relèvent de l'Amérique du Nord).

Les premiers migrants, qui sont les derniers dans la file indienne (ce sont pour moitié des Haïtiens qui ont accompli un périple circulaire à travers le Brésil et parfois plus au sud, au Chili), abordent leur voyage sous la conduite des passeurs (« coyotes ») par le passage le plus difficile, puisqu'au Panama ils vont tomber sur une des jungles les plus impénétrables, le bouchon du Darien, parcourue en 2021 par plus de 100 000 migrants, dont 20 % d'enfants. S'ils en réchappent, ils pourront se joindre à la seconde vague de migrants partie, elle, des trois États centraméricains qui forment le « Triangle Nord », le Guatemala, le Honduras et le San Salvador et qui comptent déjà le plus grand nombre d'immigrés aux États-Unis après le Mexique. On estime qu'il y a plus de deux millions de Salvadoriens aux États-Unis, alors que le San Salvador ne compte que 6,5 millions d'habitants. Il leur faudra traverser tout le territoire mexicain, où le gouvernement prétend les retenir, avant de parvenir à la frontière du Texas (comme à Del Rio, où le président Biden a ordonné qu'on les rapatrie à Haïti, directement par la voie des airs).

L'explosion migratoire hors-Mexique (alors que le nombre de migrants mexicains régresse) avait commencé sous Trump et s'est accélérée après l'élection de son successeur qui, comme il l'avait promis, a aboli, le jour même de son investiture, le décret *Remain in Mexico* (restez au Mexique), qui bénéficiait d'une complicité ambivalente de la part des présidents mexicains face à une première caravane centraméricaine en 2018. Six mois après son inauguration, Biden a dû se résoudre à dépêcher au Guatemala, le 7 juin, la vice-présidente Kamala Harris pour lancer un appel aux migrants : « *Ne venez pas* ».

Les racines du mal. Comme si cela allait suffire ! Biden a prévu en parallèle un plan de quatre milliards de dollars au profit du Guatemala, du Honduras et du San Sal-



Kamala Harris. La vice-présidente américaine est en première ligne sur le dossier de l'immigration.

vador, qui prétend s'attaquer aux « *root causes* » qu'on traduit par « causes profondes » alors qu'il faudrait plutôt parler des racines du mal, car c'est bien d'un enfer dont il s'agit : ces trois États rivalisent pour le record mondial du taux d'homicides ; les trafics, la drogue, les gangs (*maras*) de toutes sortes y prolifèrent, sur fond de corruption généralisée et de mauvaise gouvernance.

En Amérique centrale, les trafics, la violence et la corruption sont à l'origine de l'immigration

La plupart des dirigeants de ces pays, jusqu'aux présidents, sont dans le viseur de la justice. Le frère du président hondurien vient d'être condamné aux États-Unis pour trafic de drogue et blanchiment d'argent. Le président, Juan Orlando Hernandez, est poursuivi pour complicité. Son successeur doit être élu le 25 novembre et l'un des candidats en lice a déjà fait de la prison.

Même chose pour l'actuel président du Guatemala élu fin 2019, Alejandro Giamattei Falla, qui a eu un entretien musclé avec Kamala Harris et n'a pas hésité, quelques semaines plus tard, le 23 juillet, à démettre le procureur anti-corruption qui a dû s'exiler. Déjà en 2019, son prédécesseur, aujourd'hui poursuivi, avait mis un terme au mandat de la Commission contre l'Impunité (CICIG), créée en accord avec

l'ONU en 1996. Le Guatemala peine en effet à solder la période de la guerre civile qui avait ravagé le pays pendant trente ans.

Le San Salvador et le Honduras sont dans la même situation. L'histoire du renversement du président Arbenz en 1954 au Guatemala – sujet du dernier roman de Mario Vargas Llosa – raconte comment les États-Unis ont utilisé le San Salvador et le Honduras (ainsi que la République dominicaine) comme base arrière contre la « subversion » au Guatemala. Sans parler ici du Nicaragua, où l'ancien guérillero sandiniste, Daniel Ortega, dictateur entre 1979 et 1990, est revenu au pouvoir par les élections en 2007 et s'y maintient autoritairement – il sollicite un quatrième mandat le 7 novembre prochain.

100 000 morts au Salvador, 200 000 au Guatemala, ces guerres ont laissé des traces et bénéficié d'une impunité qui autorise les mêmes clans dirigeants à poursuivre leur domination politique et économique, à perpétuer les plus fortes inégalités, à inférioriser les Indiens y compris quand ceux-ci sont majoritaires (2/3 des Guatémaltèques), à agir en toute illégalité ou à définir ce qui est ou non légal. Au San Salvador, un candidat anti-système en février 2019 a pu s'imposer sur le thème de l'anti-corruption contre les deux partis traditionnellement opposés. Le nouveau président, Nayib Bukele, plébiscité lors d'élections législatives en février 2021, concentre désormais tous les pouvoirs, sans avoir de liens avec les Américains (cet été, il a adopté le bitcoin comme monnaie nationale). Lui aussi s'est séparé du procureur général et de quelques juges.

Les plans américains successifs d'assistance anti-migratoire, tant à la frontière Sud du Mexique que dans le « Triangle Nord », sont un mixte de sécurité et de développement. La Maison Blanche a inscrit 860 millions de dollars dans le projet de budget 2022, actuellement devant le Congrès. L'ennui est que ce dernier a tendance à systématiquement diviser par deux le volet développement, tandis que le volet sécuritaire soutient, côté centraméricain, des forces militaires et policières particulièrement répressives, corrompues, violentes. Washington conforte d'une main ceux que la justice – y compris américaine – veut frapper de l'autre.

Pour rester cohérent, Washington devrait accepter de regarder en face son propre passé d'interventionnisme dans ces républiques bananières, caféières et sucrières. Comment mettre en cause les dirigeants centraméricains sans jeter la lumière sur leurs géniteurs et encore souvent leurs protecteurs ? ■



FLICKER. PHOTO : US INDO-PACIFIC COMMAND

La grande base américaine de Guam. Sa modernisation fait partie du plan des États-Unis pour contrer la menace chinoise dans le Pacifique.

Le spectre de Pearl Harbour

La présence militaire américaine en Asie-Pacifique date de la Seconde Guerre mondiale. Elle est en cours de renforcement. Le processus qui a conduit à l'affrontement nippon-américain il y a quatre-vingts ans (7 décembre 1941) conserve sa valeur de leçon pour l'actuelle rivalité sino-américaine.

Sans rappeler les propos du président Lyndon Johnson qui voyait la guerre du Vietnam se propager sur les plages hawaïennes, en cas de défaite américaine, il convient de se remémorer la guerre du Pacifique. On se souvient chez nous du D-Day, le 6 juin 1944, mais la Grande Guerre des Américains fut et reste celle menée contre le Japon. De Guadalcanal à Midway, de Guam à Okinawa, chaque île du Pacifique est marquée par la mémoire de la guerre. Les Chinois, qui ne furent guère aidés par les Alliés contre les Japonais, ont méticuleusement étudié cette guerre. Ils se sont donné la force navale qui leur permet d'égaliser les Américains dans la zone.

Que l'on se projette dans vingt ans, durée de mise en œuvre des nouvelles générations d'armes, y compris des contrats de sous-marins, ou que l'on retienne la date de 2049, centenaire de la République Populaire de Chine, qui constitue une échéance existentielle pour les dirigeants chinois, ce n'est pas seulement Taïwan, les récifs de la mer de Chine méridionale, ni même l'archipel japonais des Ryu Kyu (qui, de l'ancienne Formose et des Senkaku/Diaoyu, inclut Okinawa), qu'il faut penser à protéger (1). Washington a adopté l'an dernier une « initiative de dissuasion pour

le Pacifique » d'un minimum de 2,2 milliards de dollars par an sur cinq ans qui prévoit une modernisation et une diversification des bases américaines de second rang, autour de l'île de Guam, qui ne sont ciblées que par des missiles de plus de 3 000 km de portée, alors que le premier cercle, y compris le Japon, se trouve sous la menace de missiles de 1 500 km de portée. Le second cercle s'étend jusqu'à Port Darwin au Nord de l'Australie et pose la question de la réouverture de la base de Subic Bay aux Philippines (fermée en 1992), sans doute après la fin du mandat du président Duterte en 2022.

L'enjeu ici n'est pas territorial mais économique : la liberté de navigation, la sécurité des chaînes d'approvisionnement. Sinon pourquoi le Japon et la Chine auraient-ils ouvert des bases permanentes à Djibouti ? Le bras de mer qui sépare Taïwan de la Chine continentale a été comparé au canal de Suez. Sa « nationalisation » par Pékin ne serait pas bien différente de ce qu'avait voulu faire Nasser en 1956. Sous-entendu, une expédition alliée serait vouée au même fiasco. Les Chinois ont admiré la manière pacifique dont Poutine avait « récupéré » la Crimée qui lui donne le contrôle de la mer Noire. En

cas d'attaque sur Taïwan, « Bien entendu nous ne ferons rien », comme à Budapest, Prague ou Varsovie au temps de la guerre froide avec Moscou. Question parfaitement inutile. L'ancien Premier ministre Theresa May fut bien la seule à la soulever à la Chambre des Communes, en réaction à l'annonce de la fameuse alliance AUKUS, australo-américano-britannique.

Tokyo et Canberra. L'Indo-Pacifique ne doit pas avoir pour effet de diluer l'enjeu asiatique. Le Japon, initiateur de l'idée, y avait le plus intérêt, étant étroitement dépendant du Moyen-Orient. C'est d'ailleurs lui qui a ouvert le premier une base à Djibouti, la Chine n'ayant suivi que plus tard. L'objectif pour Tokyo était de sécuriser les transports maritimes menacés par la piraterie au large des côtes somaliennes et combattue par la première force aéronavale européenne, Atalante.

Or le Japon est également le pays où la minorité pacifiste et moins hostile par principe à la Chine est très influente, y compris au sein de la majorité (le parti bouddhiste Komeito). Il était habile de la part du Premier ministre Shinzo Abe de détourner l'attention vers une opération lointaine mais conduite dans un cadre multilatéral,

tout en favorisant la poursuite de la modernisation des forces dites d'auto-défense.

L'Australie, qui s'est retrouvée à l'une des extrémités du nouveau corridor, depuis le « pivot » d'Obama axé sur Port-Darwin, fait l'objet des pressions les plus fortes de la part des institutions chinoises. Elle est devenue un exemple de la stratégie d'influence menée par le Parti communiste chinois à la fois à l'extérieur par un véritable encerclement et à l'intérieur par une interférence explicite dans la vie politique nationale (2). Le choix de sous-marins nucléaires ne se justifie que par l'allongement considérable du champ d'intervention qui peut se porter en mer de Chine méridionale et le long de la seconde ligne de défense américaine centrée sur Guam. L'Australie supplée ainsi le Japon qui est constitutionnellement et politiquement incapable de se doter de forces nucléaires ou à combustible nucléaire.

Qui échappe à l'ombre portée de la Chine en Asie ? Même les pays qui sont en conflit avec Pékin sur tel ou tel îlot de la mer de Chine méridionale (Vietnam, Philippines, Indonésie, Malaisie ou Brunei) n'en font pas un point de rupture avec le grand voisin. L'Anase (ou Asean), association des Nations du Sud-Est asiatique, qui souhaiterait en tant que telle réaffirmer sa centralité dans la problématique de l'Indo-Pacifique, est minée par des oppositions intestines et interrégionales (Laos contre Thaïlande, Cambodge contre Vietnam, crise du Myanmar) sur lesquelles joue Pékin. Singapour et Manille ont salué la création de l'AUKUS alors que le premier se faisait le champion de l'équidistance et que l'autre avait tenté l'apaisement avec Pékin. En réalité, tous deux, comme tous les autres, redoutent l'effet de démobilisation après le retrait d'Afghanistan. C'est le cas au premier chef de l'Inde, victime collatérale du retour des talibans. Ses intérêts se situent moins sur mer que sur la frontière himalayenne, avec une Chine étroitement alliée au Pakistan.

Entre un alignement automatique sur Washington et un improbable renversement des alliances, on ne voit guère qui reste attaché à la recherche d'une troisième voie. Sans parler de neutralité ou de médiation entre Chine et États-Unis, on pourrait imaginer une relation plus indépendante, une coopération sans assujettissement, un développement sans endettement excessif, une forme de respect mutuel. Pékin n'en prend pas le chemin. La Chine a choisi d'être crainte plutôt qu'aimée, suivant en cela le précepte du « Prince » de Machiavel (3).

Encore faudrait-il déceler les raisons de ce raidissement, le passage de la « diplomatie du panda » à celle des « loups guerriers ». On rappellera que cette nouvelle orientation bénéficie aujourd'hui d'énormes moyens de pression, sinon de chantage, sur la plupart des pays du monde. Le montage des « routes de la soie » fut un énorme instrument de dépendance. Pa-



Tsai Ing-wen, présidente de Taïwan. La pression de Pékin sur l'île nationaliste se fait de plus en plus forte.

© PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE.

tiement, Pékin a privé Taïpeh de toute reconnaissance internationale. Il y a tout juste cinquante ans, le 25 octobre 1971, la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies « rétablissait » le gouvernement de Pékin comme représentant légitime de la Chine, avec 76 voix pour, dont la France (qui avait reconnu Pékin en 1964), 35 contre, dont les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, et 17 abstentions.

Une politique de sécurité se dessine ainsi qui ne laisse que peu de champ de manœuvre aux autres acteurs asiatiques ni aux acteurs européens.

2022 sera l'année du XX^e Congrès du PCC (octobre). Le XX^e Congrès du PCUS en 1956 demeure l'*horresco referens* de l'équipe dirigeante chinoise. De la déstalinisation de Khrouchtchev, on serait passé tout naturellement à la faillite de Gorbatchev. Xi Jinping fera tout pour faire mentir tout parallèle historique. Y compris au risque de Taïwan.

La France perd la face : l'Asie se tait. Contrairement à certaines attentes, Pékin ni aucun pays asiatique n'ont eu de mot pour la France après la rupture du contrat australien. Cela en dit long sur la perte de crédibilité de Paris sur la scène asiatique. Seule la présidente taïwanaise a exprimé son soutien parce qu'elle recevait quatre sénateurs français (conduits par l'ancien ministre socialiste de la Défense Alain Richard). Pour un Asiatique, formelle-

ment, Paris a perdu la face. Commenter de quelque manière serait l'accabler. Sur le fond, le constat d'un échec est évident. Paris n'est pas considéré comme un pays à la hauteur s'il ne peut entraîner une force supérieure derrière lui.

Si la France n'est plus capable d'une politique asiatique, l'Union européenne est-elle en mesure d'y pallier ? Le jour même de l'annulation du contrat australien, une déclaration a été publiée par la Commission européenne relative à la stratégie indo-pacifique. Passée inaperçue, elle indiquait toutefois un regain d'intérêt. Jusqu'alors, la majorité des Européens étaient d'accord pour laisser les questions de sécurité asiatique aux États-Unis et à leurs alliés régionaux, se contentant de saisir en ordre dispersé toutes les opportunités économiques. Cette fois, cette division du travail cède le pas à un effort d'engagement global avec l'ensemble des acteurs pour la sécurité des communications et des chaînes de valeur, le climat, le covid.

En réalité, les Européens n'ont jamais digéré le pivotement vers l'Asie décidé par le président Obama. Ils redoutent un lâchage de l'Europe par les Américains. Au lieu d'y voir une incitation à ce que l'on a appelé depuis « l'autonomie stratégique », bon nombre des partenaires ont choisi de coller le plus possible aux initiatives américaines en Asie, notamment au sein de l'Otan. Quitte à avoir une guerre, pensent-ils, il vaut mieux qu'elle se passe en Asie plutôt qu'en Europe. Or, ils font fausse route parce qu'ils surestiment à la fois la menace sur l'Europe et la centralité de l'Europe pour le reste du monde.

Il y eut plusieurs époques dans l'histoire où « le péril jaune » revêtit une certaine actualité en Europe. Dans les circonstances présentes, et même compte tenu de certains investissements asiatiques (les investissements chinois des routes de la soie ne doivent pas faire oublier ceux des Japonais, des Coréens et les produits financiers de diverses origines placés à Londres ou ailleurs), l'Europe n'est pas en voie de sinisation. En réalité, c'est la rotondité de la terre qui a changé. C'est l'Europe même qui est passée de centre à périphérie. Il faudrait s'entraîner à se regarder à l'envers pour comprendre ce qui se passe. Tout ceci – Taïwan et le reste – n'est pas par rapport à nous. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, la paix européenne et la paix du monde ne sont pas nécessairement compromises par la Chine. Ceci n'exclut pas l'accident mais exclut la répétition des enchaînements de 1914. Il n'y a pas de « Sarajevo asiatique ». ■

DOMINIQUE DECHERF.

(1) Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Gallimard, août 2021.

(2) Cf. *Royaliste* n° 1158 du 31 décembre 2018, « Ombres chinoises ».

(3) *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Institut de Recherche stratégique de l'École militaire, septembre 2021, 646 pages.

Nécessaire souveraineté



Coralie Delaume.

« Mais la politique n'est-elle pas l'art de rendre possible ce qui est nécessaire ? Nécessaire souveraineté. » C'est en se référant à la célèbre formule du cardinal de Richelieu que Coralie Delaume conclut son court texte, où les deux ultimes mots, qui donnent son titre à l'ouvrage, sont une signature.

Ces deux mots font partie de son ADN intellectuel et personnel, tant ils sont indissociables de ce qu'elle incarnait si profondément par l'immense et méticuleux travail qu'elle a produit pour démonter, pièce par pièce, la mécanique de l'Union européenne et de ses traités qui, étroitement associée à la mondialisation et à la doctrine néolibérale, a confisqué la souveraineté des nations pour mieux s'accaparer l'État, afin de le mettre au service du marché.

Prenant comme point de départ le mouvement social des Gilets jaunes ainsi que les conséquences économiques et sociales de la pandémie et notre incapacité à y faire face efficacement, Coralie Delaume nous montre combien ces événements ont pour origine profonde la multiplication des transferts de souveraineté qui se sont succédé depuis des décennies, au profit de ce qu'elle nomme « les indépendantes » que sont la Banque Centrale Européenne (BCE), la Commis-

sion Européenne et la Cour de Justice de l'UE (CJUE). Elle met à jour la proximité intellectuelle étroite existant entre ces transferts et la doctrine néolibérale : « L'Union européenne n'est rien d'autre qu'une petite mondialisation pure et parfaite d'échelle régionale immédiatement branchée sur la grande. Elle est le foyer du néolibéralisme maximal, la région du monde où l'on observe dans leur expression la plus aboutie la mise en marché de toute chose d'une part, la montée en puissance, l'autonomisation et la politisation des technocraties et autres "indépendantes" d'autre part. » « Depuis l'Acte unique de 1986 (...) chaque pas de plus vers cette union sans cesse plus étroite constitue non une convergence des peuples mais une extension du domaine du marché ».

Après avoir évoqué les risques d'une radicalisation de cette doctrine, que la violence exercée contre les Gilets jaunes peut laisser craindre, elle s'attache à esquisser les grands axes politiques qu'une souveraineté recouvrée permettrait de mettre en œuvre : réorganisation de l'Europe autour des nations en réencastrant l'économie dans le substrat social, abandon de la supranationalité et donc de son principal outil, l'euro, en réhabilitant la pratique des coopérations intergouverne-

mentales. Ce n'est qu'à ces conditions que « de véritables politiques industrielles et de développement des services publics seraient à nouveau possibles, sous l'égide d'un État planificateur et producteur, et non plus seulement régulateur et assureur du marché ».

Le texte, qu'elle a commencé à rédiger au début de l'été 2020, alors qu'elle était en plein combat contre la maladie qui allait l'emporter quelques mois plus tard, se voulait le début d'un nouveau livre plus complet, plus travaillé, plus riche que les précédents. Plus qu'un testament politique, cet essai inachevé dresse l'inventaire de l'essentiel de l'héritage intellectuel et politique qu'elle souhaitait nous léguer à travers les ouvrages qu'elle a écrits ou coécrits et des très nombreuses tribunes qu'elle a publiées, notamment sur son blog *L'arène nue* (1). Elle fait ainsi de nous ses héritiers et nous demande de le faire fructifier en lui faisant prendre corps. Ce serait le plus bel hommage que nous pourrions lui rendre. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://l-arene-nue.blogspot.com/>

► Coralie Delaume, *Nécessaire souveraineté*, préface de Natacha Polony, éd. Michalon, septembre 2021.

Lectures

■ **Découvertes.** – Spécialiste de l'Antiquité grecque et romaine, fin connaisseur de l'Orient ancien, Maurice Sartre a publié, d'excellents ouvrages sur Palmyre et sur Cléopâtre. Son évocation des grands voyageurs de l'Antiquité comble de considérables ignorances et donne à rêver. On imagine volontiers que l'horizon de la Grèce classique dépasse rarement la Méditerranée et que les civilisations de l'époque formaient des mondes clos. Tel n'est pas le cas ! Des Grecs ont fait le tour de l'Afrique et s'aventurent sur la Baltique, des Carthaginois, des Perses et des Romains ont commercé sur les côtes africaines. Les Romains ont connu l'Arabie heureuse et, au fil des pages, on s'aperçoit que la Perse, l'Afrique,

l'Inde, la Chine et ce qui deviendra l'Europe échangent idées et marchandises dans le cadre d'une première mondialisation étonnamment aventureuse. (Maurice Sartre, *Le Bateau de Palmyre, Quand les mondes anciens se rencontraient*, Tallandier, février 2021.)

■ **Néant.** – Gérard Davet et Fabrice Lhomme, les deux journalistes du *Monde* – célèbres par leur livre-confession de François Hollande (*Un président ne devait pas dire ça*), qui ne s'en est pas relevé – ont enquêté sur la macronie : complices et témoins de la conquête du pouvoir et de la conduite des affaires par Jupiter. Pas de révélations, mais une exploration des cuisines de l'oligarchie. Emmanuel et Brigitte, couple autosuffisant, sans autre passion que sa propre promotion, est le centre d'attraction d'un milieu bien pire que la cour versail-

laise – d'où les nobles enturbannés s'en allaient de temps à autre mourir à la guerre. Dans la macronie, ça communique, ça flatte, ça ment et ça méprise à tout va. Pas une idée qui vaille, pas une opinion qui mérite d'être discutée mais les expressions diverses d'une même volonté de puissance qui se perd dans l'impuissance pratique. Accablant. (G. Davet, F. Lhomme, *Le Traître et le néant*, Fayard, octobre 2021.)

■ **Collabos.** – Christophe Bourseiller se passionne pour les marges. Son dernier ouvrage, tiré de sa thèse de doctorat d'histoire, est consacré à ceux qui ont cru jusqu'au bout au national-socialisme et à l'Europe nouvelle selon Hitler. Les itinéraires de Doriot, Déat, Darnand, leur fuite en Allemagne tandis que le Reich s'effondre et la manière dont les rescapés relancent des publications d'extrême droite

ou se reconvertissent dans l'atlantisme et l'europhisme. Le rôle de L'Oréal dans leur reclassement et le jeu trouble d'un ancien résistant sont mis en lumière. (Ch. Bourseiller, *Ombre invaincue, La survie de la Collaboration dans la France de l'Après-guerre*, Perrin, septembre 2021.)

■ **Nous avons reçu :**

- Arnaud Teyssier, *Richelieu*, Tempus, août 2021.

- Erik Peterson, *Carl Schmitt, Théologie et politique, La controverse*, Préface de Bernard Bourdin, Le Cerf, septembre 2021.

- Éric Branca, *Le Roman des damnés, Ces nazis au service des vainqueurs après 1945*, Perrin, mai 2021.

- Luc de Goustine, *Service royal, du Mystère à l'Histoire*, Les Unpertinents, août 2021.

Y. L.

DR.



par Gérard Leclerc

Arrière-pays

Divers travaux ont mis en évidence, ces dernières années, une France périphérique souvent dédaignée, puisqu'à l'écart des grands flux de la mondialisation. L'insurrection des Gilets jaunes a montré comment cette réalité pouvait se rappeler à l'attention des pouvoirs publics, en venant manifester, jusqu'au cœur des métropoles, l'expression d'une révolte jusqu'ici contenue. Mais peut-être nous manquait-il une approche plus directe, plus humaine, plus intérieure, de cette France profonde. Si indispensable que soit l'apport des sciences humaines, et en particulier celui de la meilleure sociologie, le regard de la littérature demeure, encore et toujours, aussi précieux que l'était celui de l'auteur de *La comédie humaine* pour notre XIX^e siècle. Et ce n'est pas pour rien que Daniel Rondeau inscrit le nom de Balzac en tête d'un cycle romanesque intitulé significativement « *Après tout, la France* ». J'avais signalé à nos lecteurs le premier tome de ce cycle, qui m'avait prodigieusement intéressé : *Mécaniques du chaos* (1). Notre ancien ambassadeur à Malte avait parfaitement repéré les trajectoires des réseaux, qui, à travers la Méditerranée, alimentaient les trafics des quartiers perdus de la République.

Intelligence du cœur. *Arrière-pays* constitue le deuxième volet de ce cycle et nous renvoie donc à cette France provinciale à laquelle le romancier accorde ce qu'on pourrait appeler l'intelligence du cœur. Et de ce point de vue, pour donner une idée de sa façon de voir, rien de plus approprié que de citer son principal personnage, une jeune journaliste atterrie depuis son école de Lille comme localière dans le département de l'Aube : « *Un nom magnifique, l'Aube. Mais sur les rives de l'Aube, c'était l'hécatombe. Industries, commerces, tout avait fermé. La Bérézina en fait. J'allais devoir explorer un territoire disparu.* » De ce territoire, Alicja allait scruter tous les aspects cachés : « *Rencontrer des inconnus, entrer dans leur vie par effraction douce, leur poser des questions, leur tirer les mots de la bouche, leurs petits secrets aussi, donner un peu de relief à leur existence minuscule, franchement ça me plaît. C'est ma façon d'aimer. Ce n'est pas pour rien que mon grand-père, un ancien mineur polonais, m'appelait Alicja la Fouineuse.* »

Tout le roman est tissé de ces intrusions douces, qui peuvent d'ailleurs déboucher sur des drames intimes et des vues plus générales sur un pays en déshérence, dont le sort économique n'intéresse plus que les Chinois. Eh oui ! C'est un autre aspect de la mondialisation. Les forêts profondes de la Champagne sont convoitées par la puissance mondiale montante. Sa première prise touche un point extrêmement sensible, l'installation d'un dépôt de cristallerie *made in China* sur les lieux de l'ancienne Cristallerie royale : « *Ce serait l'un des plus importants dépôts de commerce en ligne en Europe, l'un des débouchés commerciaux de la fameuse route de la soie.* » Le pauvre maire qui fait cette annonce à ses administrés, en espérant les convaincre d'une implantation qui relancerait l'activité économique de la ville, est aussi contraint d'avouer les suites de l'opération : « *Je dois aussi vous informer que les Chinois souhaitent acquérir des terres dans notre région, des terres agricoles et forestières.* » Comment les anciens ouvriers

de la cristallerie fermée pourraient accepter ainsi la dépossession brutale de leur patrimoine ? C'est la révolte contre leur édile qu'ils tutoient pourtant depuis l'école et qu'ils sont prêts à lyncher : « *Ce connard de maire veut les vendre pour rien aux Chinois qui les ont mis sur la paille.* »

Puisqu'il faut bien choisir pour donner une idée de cette enquête de terrain, je donnerais aussi en exemple le récit de la grande manifestation de Gilets jaunes sur les Champs-Élysées, parce qu'elle est saisie, vécue, de l'intérieur avec ses acteurs directs. On est au cœur des affrontements, avec cette délégation venue de l'Aube et qui est passée par toutes les péripéties des moments les plus violents, avec risque de se faire sauter la tête. Mais pour quel résultat ? « *Cette journée nous fait du bien, ouais, je suis d'accord, on a bien fait de venir, et on reviendra samedi, s'il le faut, mais de toute façon, on a perdu, le pays est cuit, c'est trop tard...* »

Cancel culture. Pourtant, ce n'est pas le désenchantement que l'on retient de roman envoûtant de Daniel Rondeau, mais une petite musique intérieure, qui, nonobstant les malheurs, les drames, les scandales, nous réconcilie avec l'humaine condition. Il y a tant de richesses chez ces gens, et puis la vie peut rebondir, révéler ses ressorts qui permettent de se projeter en avant. Parmi ceux-ci, j'en distinguerai un, particulièrement cher à l'auteur et d'une brûlante actualité. Ne nous parle-t-on pas chaque jour de *cancel culture* que l'on peut traduire comme culture de l'effacement, du bannissement ou encore de l'anéantissement. Ainsi tout notre héritage serait à jeter, comme criminel, responsable de tous les malheurs du monde, de l'entreprise d'assujettissement et de colonisation des continents, avec ses enchaînements discriminatoires. À l'opposé de cette mentalité suicidaire, Daniel Rondeau fait rejaillir ce qu'il y a de plus beau et de fécond dans l'histoire de sa Champagne.

À proximité des lieux où se déroulent tous les événements observés par notre fouineuse se profile l'ombre de l'abbaye de Clairvaux, là où débute l'entreprise de ce géant spirituel que fut pour l'Europe entière saint Bernard. Après la Révolution, l'abbaye fut transformée en prison, et elle l'est encore pour peu de temps. C'est d'ailleurs une difficulté de plus en fait de perte d'emploi pour la région. Il n'empêche que la recherche d'une jeune Allemande, Inge, qui prépare un documentaire sur l'œuvre de Bernard aboutit à la réémergence de ce qui ne saurait périr. Et la prière des moines récapitule les souffrances du monde présent, en leur conférant une valeur rédemptrice qui permet à chacun de penser que sa vie n'a pas été vaine. Une belle citation de saint Bernard à l'entrée du roman nous dit tout de ce grand secret : « *Mais il est un autre parfum bien supérieur (...): je l'appellerai le parfum de la bonté, parce qu'il se compose des misères des pauvres, des angoisses des opprimés, des tristesses des affligés, des fautes des pécheurs.* » ■

(1) Daniel Rondeau, *Mécaniques du chaos*, Grasset. Voir *Royaliste* n° 1128 du 18 septembre au 1^{er} octobre 2017.

► Daniel Rondeau de l'Académie française, *Arrière-pays*, Grasset.

Le monde rêvé de Jérôme Baschet

Basculement décrit la société que pourrait produire à brève échéance la conjonction des crises planétaires. Solide dans ses prémisses, l'analyse finit pourtant par amalgamer le plausible et le fantasme.

La « collapsologie » (de l'anglais collapse : effondrement) a le vent en poupe. Des intellectuels redoutent ou se résignent au chaos tout proche, à l'extinction annoncée, à la destruction d'un monde, si ce n'est du monde. La pandémie de covid 19 a frappé l'humanité, déjà mal embarquée dans un siècle où se conjuguent bouleversement climatique et atrophie de la biodiversité, l'un comme l'autre causés par nos modèles de production. Aux projections eschatologiques, Jérôme Baschet, maître de conférences à l'EHESS, oppose un récit moins tragique...

De la crise au basculement. – Le coronavirus n'aura été que l'avertissement permettant « d'éprouver, pour la première fois, à une échelle aussi globale et de façon aussi tangible, la véritable ampleur des catastrophes à venir ». La destruction des barrières naturelles, les déplacements rapides et massifs des personnes et de marchandises ainsi que la dégradation des services de santé publique, trois conséquences logiques du capitalisme, ont directement contribué à la propagation de l'agent pathogène. Cette zoonose en appelle d'autres, plus terribles encore. Jérôme Baschet conteste le terme d'*anthropocène* pour qualifier l'époque géologique dans laquelle nous entrons. Il lui substitue, non sans pertinence, celui de *capitalocène*, puisque la part de responsabilité de l'homme *per se*, même démultiplié jusqu'à atteindre 7,5 milliards d'individus, s'avère dérisoire à côté de causes attribuables au système économique hégémonique. L'épuisement des ressources naturelles est le principal marqueur de ce *capitalocène*. La décomposition des systèmes politiques lui serait également imputable puisque, écrit Baschet, elle « apparaît comme la conséquence d'une subordination structurelle des États aux forces de l'économie, désormais transnationales ».

Le *capitalocène* conduira-t-il jusqu'à un effondrement inévitable ? Il ne faut pas négliger la part laissée à l'aléa. La théorie de l'effondrement n'est fondée qu'à la condition que le pire se conjugue avec le pire. Quoique l'ampleur de la crise écologique – la plus grave de toutes – soit difficilement contestable, les scénarii les plus critiques ne sont jamais les plus fréquents. Aussi, parler de basculement laisse place aux incertitudes, ce qui ne dispense pas d'accepter, avec lucidité, qu'une ère nouvelle débute. Cette dimension critique fait d'ail-



L'historien Jérôme Baschet. La responsabilité du capitalisme dans la crise climatique est écrasante.

leurs tout l'intérêt de l'ouvrage. Baschet remarque ainsi que, face au virus, les gouvernements d'habitude « *scrupuleux exécutants des politiques requises par les forces économiques dominantes* » ont choisi pour une fois de privilégier d'autres intérêts (sauver des vies !), laissant entrevoir un possible changement de trajectoire idéologique à court terme.

Face au virus, les gouvernements ont choisi pour une fois de privilégier d'autres intérêts (sauver des vies !), laissant entrevoir un possible changement de trajectoire idéologique.

Certains observateurs plus pessimistes y verront au contraire l'opportunité d'accroître le contrôle des États sur les populations... En somme, le basculement est entendu par l'auteur comme « *une dynamique aussi indécise et incertaine dans son déclenchement et son orientation qu'ample et massive, une fois enclenchée* ». Celle-ci s'oppose aussi bien à l'idée d'effondrement qu'au schéma linéaire de l'histoire et du progrès.

Bien-vivre et communautés locales. – À partir de ses intuitions sur la transition indéterminée que les sociétés s'apprennent à connaître, Jérôme Baschet en vient à imaginer l'organisation politico-économique de demain. Dans cet exercice, il se révèle rapidement contradictoire et iréniste. Ce qui devait être pure prospective, compte tenu des innombrables inconnues qui caractérisent une civilisation prête à basculer, devient un quasi-projet politique, élaboré,

sous-tendu par des communautés locales, le démantèlement de l'État, la sortie du capitalisme, l'évaluation collective des besoins nécessaires. Alors même qu'il insiste sur l'impossibilité de se projeter dans le futur proche, l'historien – ici à contre-emploi – se plaît à décrire, avec force détails, les relations humaines et les rapports productifs et commerciaux émergents, non sans partager bien des idées avec Frédéric Lordon (1). Mais il se distingue aussi de ce dernier en exprimant de fortes réserves sur les coopératives de travail et en considérant le maintien du salariat compatible avec la fin du capitalisme.

Jérôme Baschet prédit un autre basculement, celui qui conduit du quantitatif vers le qualitatif, pour ériger le « *bien-vivre* » comme principe fondamental de l'existence collective. Une existence régulée par les décisions consensuelles (plutôt que majoritaires) d'assemblées de quartiers et de communes, intégrées à un réseau d'échelle planétaire, par une justice de médiation qui aurait banni les peines de prison, par la redéfinition de la place de l'homme dans le monde vivant, etc. Parce qu'il considère l'*adémie* – c'est-à-dire « *l'absence de peuple* » – consubstantielle à tout État, même démocratique, Baschet propose de tirer un trait sur la forme politique étatique et le principe de souveraineté nationale, puis de remettre en cause l'universalisme des Lumières afin de laisser sa chance à un autogouvernement inclusif, articulant le global et le local. La tentative maladroite de conceptualisation d'une société du futur idéalisée à tel point qu'elle en devient non-réaliste conduit inévitablement au verbiage. En témoignage, dans les dernières pages de l'ouvrage, cette synthèse éloguente : « *Ce dont il s'agit [...] c'est d'entrelacer sens des lieux et universalisme des multiplicités, de sorte que la planéarité arrache la localisation à sa pente localiste et que le sens des lieux détourne la planéarité de tout penchant globaliste* ». De quoi laisser songeur...

En dépit d'une démonstration qui s'égare trop loin, *Basculements* nourrit incontestablement l'inévitable débat sur le devenir des sociétés humaines. Par ailleurs, de nombreuses références citées par l'auteur méritent d'être exploitées, tels que les travaux du sociologue américain Erick Olin Wright et son « *triangle stratégique* » (stratégies de rupture, symbiotiques et interstitielles), qui invitent à réfléchir sur les failles du capitalisme et les moyens de les exploiter. ■

CASIMIR MAZET.

(1). Voir la recension de *Figures du communisme* dans le n° 1217 de *Royaliste*.

► Jérôme Baschet, *Basculements. Mondes émergents, possibles, désirables*, Éd. La Découverte, février 2021.

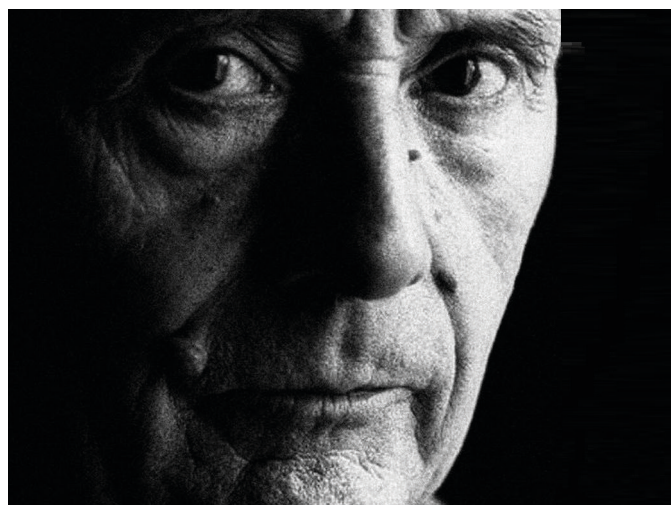
Julien Gracq ou le rêve éveillé

À l'occasion de la publication par l'excellente maison d'édition José Corti d'un recueil de textes inédits de Julien Gracq, il nous faut redécouvrir celui qui fut un des maîtres de notre littérature contemporaine, celui qui sut mêler dans ses romans et dans ses essais les fils d'une sorte de vie rêvée.

Avez-vous déjà entendu parler de Louis Poirier (1910-2007), professeur d'histoire-géographie en lycée, natif de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire)? Bien sûr que non. Par contre, si je vous dis Julien Gracq, Julien comme Sorel et Gracq comme un poing qui brise une vitre, peut-être aurez-vous reconnu l'un de nos plus grands écrivains. L'éditeur historique de Gracq, José-Corti, vient de publier *Nœuds de vie*, la réunion d'écrits manuscrits épars qui traînaient dans les tiroirs de la BNF.

Gracq était un homme d'une intransigeance radicale. Militant communiste, il claqua la porte du Parti en 1939, lors du pacte germano-soviétique. Lauréat du prix Goncourt en 1951, il le refuse en dénonçant les combines des éditeurs. Lorsqu'apparaissent les livres de poche, il les refuse sous prétexte qu'ils dévalorisent la littérature.

Même exigence dans l'écriture. Il ne fait pas de plan, il se laisse porter par un mouvement qui le pousse à aller de l'avant jusqu'à l'issue souvent



© ED. JOSÉ-CORTI

cataclysmique: « *J'écris toujours en suivant l'ordre de déroulement du récit* ». Dans ses exposés au lycée, il s'ingéniait à conclure juste avant la sonnerie de fin des cours.

Il est l'un des rares écrivains à avoir été édité à la Pléiade de son vivant. Il faut au moins retenir trois romans. Il s'est fait connaître en 1938 avec *Au Château d'Argol*, qu'André Breton salua comme « *le premier roman surréaliste* ». Il existe bien une commune d'Argol dans le Finistère, mais n'y cherchez pas de château: c'est la première facétie du prof de géo, le nom a sans doute été choisi pour sa consonance poétique. C'est un texte onirique où l'on a voulu voir les influences de Poe, de Lautréamont, du roman gothique, où se déchaîne la violence des sentiments, dans des paysages qui s'y prêtent (la mer déchaînée).

Dans *Le Rivage des Syrtes* (1951), son chef-d'œuvre, qui lui valut le Goncourt, ne cherchez pas non plus une évocation des plages de Tunisie et de Libye.

Il invente une cité-État en pleine décadence aux faux airs de Venise, Orsenna, que la mer sépare de son ennemi héréditaire, le Faghestan, un émirat façon empire ottoman. Un jeune officier d'Orsenna est placé comme observateur dans une forteresse face à la mer, marquée par l'ennui et la solitude. Poussé par sa maîtresse, il cherche à vaincre la torpeur et transgresse la frontière maritime. S'approchant trop du Faghestan, il rompt le cessez-le-feu et déclenche une guerre qui verra l'effondrement d'Orsenna.

Avec *Un Balcon en forêt* (1958), Julien Gracq brouille encore les pistes car il part d'un fait et de lieux réels: durant la

Deuxième Guerre mondiale, l'état-major français transforme un chalet forestier en bunker pour bloquer l'avance des panzers allemands descendant sur la Meuse. Gracq y imagine les amours d'un officier et d'une femme mystérieuse rencontrée en forêt. La réalité est plus dramatique: les Allemands, au lieu d'être ralentis, découvrent le piège, tirent sur la maison et massacrent sa petite garnison. Le lieu du drame est toujours visible sur la petite route qui descend du hameau des Hauts-Buttés sur Revin. ■

PHILIPPE HOUBART.

In memoriam

■ **L'ami Brassens.** S'il n'avait cassé sa pipe le 29 octobre 1981, Georges Brassens aurait eu cent ans le 22 octobre dernier. Emporté par un cancer colorectal, il n'a – hélas – pas eu le temps d'enregistrer l'intégralité de ses chansons – pas moins de 200! On peut toutefois découvrir les textes magnifiquement ciselés de ces illustres inconnues – et ceux de ses classiques – en consultant ses Œuvres complètes, somme publiée par le Cherche Midi en 2007. Un bel ouvrage dans lequel on trouve aussi les articles qu'il a donnés au *Monde libertaire* – journal dont il fut le secrétaire de rédaction entre 1946 et 1947 –, ses splendides lettres adressées à son ami Roger Toussenoit ou ses deux romans: *La Lune écoute aux portes* (1947) et *La Tour des miracles* (1953). Car le Sétosis, fin lettré, véritable rat de la bibliothèque du XIV^e arrondissement de Paris quand il habitait l'Impasse Florimont, chez « *La Jeanne* » et « *L'Auvergnat* », s'est aussi essayé à la littérature. Et à lire ces deux récits, qui tous deux oscillent entre l'univers des nouvelles fantastiques de Marcel Aymé et celui de *L'Écume des jours* de Boris Vian, on se dit que Brassens, pour ne pas citer une chanson de son ami Jean Ferrat, aurait « *pu vivre encore un peu* ». Beaucoup plus, même... Fort heureusement, il nous reste ses disques, sa voix chaleureuse et, surtout, sa musique. Que des rockers ou des musiciens contemporains de jazz, des artistes talentueux tels qu'Yves Uzureau, quand ce n'est pas Joan Baez herself, continuent de jouer sur scène. ■

S. B.

Nœuds de vie

Ces écrits exhumés des trésors de la BNF constituent un bric-à-brac où se révèlent la personnalité de Gracq et la richesse de son écriture. Il s'en explique: « *Ce que j'ai souhaité souvent, ce que j'aimerais peut-être encore exprimer, ce sont ce que j'appelle des nœuds de vie. Quelques fils seulement, venus de l'indéterminé et qui y retournent, mais qui pour un moment s'entrecroisent et se serrent l'un l'autre...* »

Ce recueil de textes est organisé autour des quatre thématiques majeures:

- **Chemins et rues.** C'est une errance parmi d'innombrables paysages: la Sologne (textes admirables), le Val de Loire, la Suisse, la Bretagne, le Morvan, la Camargue, le Jura et, enfin, Paris.

- **Instants.** Là, il se révèle: « *C'est une chance aujourd'hui pour un écrivain que de n'avoir jamais été à la mode, mais de s'être tenu dans une zone de retrait et de pénombre où ne viendraient à lui que ceux qui avaient vraiment envie de le rencontrer* ».

- **Lire.** Inventaire de lectures encyclopédiques, d'où l'humour n'est pas exempt, comme lorsqu'après avoir salué la « *splendeur de langue* » de Montherlant, il décoche une banderille au « *caporal Ronchonnet* ».

- **Écrire.** Mais il ne fait que ça! Et quel sacré style! Et surtout, Gracq nous donne un bon conseil, qui est pour lui une injonction du surréalisme: « *Lâchez tout! Partez sur les routes!* » P. H.

► Julien Gracq, *Nœuds de vie*, José Corti éditeur, janvier 2021.

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (29)

Raymond Fassin

Raymond Fassin fut parmi les proches compagnons de Jean Moulin. Aviateur, homme de caractère, organisateur hors pair de nombreuses missions clandestines, ce royaliste devint en 1943 le chef militaire de la résistance dans le nord de la France (Lille, Amiens). Dénoncé, arrêté par la Gestapo, il mourut en déportation.

Comme le raconte Daniel Cordier dans un entretien (1) sur l'entourage de Jean Moulin : « les membres de cette garde prétorienne avaient entre 20 et 25 ans et n'appartenaient pour la plupart à aucune tendance politique, bien qu'ardents patriotes et nationalistes. Les seuls politiquement engagés étaient d'extrême droite : Paul Schmidt (PPF, Doriot), Raymond Fassin et moi-même, maurrassiens d'Action française. »

La famille Fassin s'installe comme maraîchers à Gennevilliers (actuels Hauts-de-Seine), à la fin du XIX^e siècle. Alors que son père est un poilu blessé pendant la Grande Guerre, Raymond naît le 6 décembre 1914. Après l'École normale d'Auteuil, il rejoint la grande cohorte des instituteurs et enseigne à l'école Paul-Bert (Malakoff, Hauts-de-Seine). En 1935, il fait son service militaire dans l'infanterie et devient caporal-chef, puis l'école des sous-officiers de réserve de Saint-Maixent. Il rencontre Geneviève Devilliers (2), qu'il épouse juste avant guerre. Mobilisé en 1939, passionné d'aviation, le 14 novembre, il passe la visite d'aptitude du personnel navigant. En janvier 1940, il est sur la base aérienne de Tours. Promu lieutenant (25 mars 1940), il est breveté en juin après avoir volé sur Potez 25, Bloch 200 et Potez 540.

La débâcle le pousse vers St-Jean-de-Luz. Il est toujours surprenant, dans les écrits d'après-guerre, de constater combien sont effacées, les motivations et origines politiques de certains. Ainsi sur le site internet du Mémorial Jean Moulin, (www.memorialjeanmoulin.fr/fassin) il est bien mentionné que Raymond Fassin part à cause « d'un engagement personnel qui le destinait à se battre pour son pays », mais sans jamais indiquer qu'il se réclame alors du monarchisme maurrassien comme Daniel Cordier. Il quitte la France le 21 juin. Arrivé en Angleterre, le 4 juillet, il est sur la base de Saint-Atham, où les aviateurs sont rassemblés. Après les accords de Gaulle-Churchill, Raymond Fassin signe son engagement dans les Forces Aériennes de la France Libre (FAFL). Le 13 décembre il est à Londres. À la demande d'André Dewavrin (alias colonel Passy) il intègre le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) et part faire un stage d'entraînement à la clandestinité sur la base de Ringway.



Raymond Fassin et sa compagne Henriette Gilles.

Jean Moulin le choisit, ainsi qu'Hervé Monjaret, pour être parachuté avec lui (opération Rex) dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942. Sur ordre, Raymond Fassin devient Sif et officier de liaison du mouvement Combat d'Henri Frenay (alias Charvet) avec Moulin (alias Rex).

« Officier admirable. Depuis septembre 1943, a contribué à l'organisation de la Résistance dans l'une des régions les plus importantes de France, où la densité des troupes allemandes et l'activité de la Gestapo sont particulièrement dangereuses ».

Citation comme chevalier de la Légion d'honneur.

Puis, Rex lui demande d'être chef des opérations aériennes pour la zone Vichy. De Lyon, Fassin organise des parachutages sur les terrains clandestins de l'Ain et du Jura. Fin 1942, après la création de l'Armée Secrète et l'unification des mouvements de la zone sud (MUR), Fassin s'occupe, pour Jean Moulin, de coordonner les groupes de cette zone. « Brûlé » en zone Vichy, il repart à Londres (juin) accompagner Henri Frenay, Paul Rivière et Maurice de Cheveigné (3) (alias Iroquois). Ils sont à Londres pour le troisième anniversaire de l'Appel.

D.R. Dans la nuit du 15 au 16 septembre 1943, Fassin, deux saboteurs et deux opérateurs radios, dont Cheveigné, sont parachutés en Côte-d'Or (opération Bob 62). Il vient d'être nommé, par le général de Gaulle, Délégué militaire régional A (DMR zone nord). La situation n'est pas la même qu'en zone Vichy. Organiser les résistants, les préparer aux combats pour la libération, dans une France annexée, quadrillée par les officiers de la Wehrmacht et la Geheime Staatspolizei (Gestapo), depuis juin 1940, n'est pas chose aisée. Il est dénoncé et recherché activement.

Le dimanche 2 avril 1944, il est arrêté, en même temps que sa compagne, Henriette Gilles (4) enceinte, à la brasserie Saint-Georges (rue Notre-Dame-de-Lorette à Paris), sous la fausse identité de Charles Dacier. Immédiatement interné à Fresnes, le 2 mai il est transféré dans la prison de Loos-les-Lille. Le 1^{er} septembre 1944, il quitte la France dans un wagon à bestiaux. Le 5, il arrive au camp de Oranienburg-Sachsenhausen où il devient le numéro 97648. En octobre il est déplacé au camp de Neuengamme.

Fin janvier 1945, on le trouve au *kommando* (de travail forcé) de Watenstedt (usine Hermann Göring). Il y décède, à l'infirmerie, le 12 février 1945, de « *tuberculose pulmonaire et intestinale* », dit le livre des morts du camp. En France, l'acte de décès est dressé le 1^{er} août 1946 et transcrit à l'état civil avec la mention « *Mort pour la France* ». ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Pauline Barré de Saint-Venant.)

(1). Entretien de 2003 de Daniel Cordier avec Paul-Marie de la Gorce pour le site de la Fondation Charles-de-Gaulle.

(2). Geneviève Devilliers (alias Jannick) le suivra dans la résistance. Elle travaillera avec lui à Lyon. Ils se sépareront et elle épousera l'adjoint de son mari, un autre résistant, Paul Rivière engagé dès 1941 avec Henri Frenay.

(3). Maurice Le Riche de Cheveigné deviendra son radio lors de la deuxième mission de Raymond Fassin et sera déporté dans le même train de Loos en septembre 1944 au camp de Oranienburg-Sachsenhausen, il reçoit le matricule 97 647.

(4). Henriette Gilles (1920- 2000) s'engage dans la Croix Rouge en 1939. Rencontre Raymond Fassin à Lyon en 1942. Alias Carole et Solange elle organise les missions aéroportées. Elle informe Londres de l'arrestation de Jean Moulin. Elle rejoint Fassin à Paris. Après leur arrestation, elle est libérée en septembre 44. Entre temps le 20 juin, est né leur fils François-René en prison. Après guerre elle travaille pour les Services secrets français.

Brèves royales

■ **Albanie, le 8 octobre** : « *J'encourage la jeune génération à se soucier sérieusement de son histoire, car c'est en apprenant d'où nous venons que nous retrouverons cette fierté qui nous permettra de construire notre avenir* ». A l'occasion du 126^e anniversaire de la naissance du roi Zog, le prince Leka II Zogu a rendu hommage à son grand-père, fondateur de l'Albanie moderne. Président de la République en 1925, proclamé roi en 1928, Zog I^{er} dut s'exiler en avril 1939, après l'annexion du pays par l'Italie fasciste.

■ **Japon, le 9 octobre** : L'empereur Naruhito a ouvert la 205^e session parlementaire de la Diète : « *C'est un grand plaisir pour moi de rencontrer tous les représentants du peuple. Comme la Diète, en tant qu'organe suprême du pouvoir de l'État, s'occupe des problèmes internes et externes immédiats, j'espère que vous remplirez pleinement cette mission et répondrez à la confiance du peuple.* ».

■ **Pays-Bas/Suède, le 12 octobre** : Le Premier ministre néerlandais a annoncé devant le Parlement que la princesse héritière, Amélia, pourrait épouser une personne de même sexe sans perdre ses droits au trône, si elle le désirait. Le même jour, la Cour de Suède a expliqué que sa princesse héritière pourrait en faire de même. Des déclarations qui ont suscité des débats passionnés sur les réseaux sociaux.

■ **Norvège, le 20 octobre** : « *J'invite le Parlement sami à agir de manière responsable et souhaite qu'il profite au peuple sami et à notre patrie* » a déclaré le Roi Harald V, en ouvrant la nouvelle session du parlement des autochtones lapons qui a été institué en 1989.

■ **Népal, le 20 octobre** : « *J'ai un profond respect pour le roi Gyanendra, ce patriote* ». La présidente communiste du Népal, Bidya Devi Bhandari, a surpris tout le monde en affichant publiquement son admiration pour l'ancien monarque, renversé par une révolution en 2008. Ancienne ministre de la Défense, elle s'est affichée à plusieurs reprises avec le roi et a toujours refusé de suivre son parti qui voulait traduire le souverain devant un tribunal. La présidente a demandé à ses compatriotes de cesser de dénigrer la monarchie et de « *plutôt lui être reconnaissante des actions accomplies* ».

FRÉDÉRIC DE NATAL.

La Nouvelle Action Royaliste

Notre souscription 2021 Nous y sommes... presque !

Notre souscription 2021 a presque atteint son objectif et nous remercions les amis qui ont pensé à nous pendant l'été. Et merci par avance à ceux qui nous adresseront leur petite ou grande obole d'ici la fin de l'année.

Le budget nécessaire pour poursuivre notre développement et préparer de nouvelles étapes s'élève à 10 000 euros. Pour souscrire, il suffit de faire un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>.

Troisième liste de souscripteurs

Antoine Barrière : 150 – Jean-Jacques Boisse-rolle : 50 – Sabine Breuillard : 200 – Michel Delerm : 200 – Philippe Fermon : 150 – Philippe Labarrière : 22 – Jacques Leflaive : 50 – Guy Leres : 100 – Loïc Meyer-Berthaud : 100 – François-Xavier Noir : 400 – Philippe Parisy : 20 – Xavier Perrodeau : 50 – Jean-Pierre Pianet : 50 – Jacqueline Sierro : 60 – Anna Sobko-Schillaci : 50 – Grégory Thomas : 30 – Jean-Marie Tissier : 100 – Marcel Veyrenc : 30 – Anne-Marie Villespy : 100

Total de cette 3^e liste : 1912 €.
Total général : 9372 €.

Communiqué

■ **Prix de l'énergie.** Alors que le prix du gaz explose, que celui de l'essence tangente les deux euros le litre, avec des effets sensibles sur le pouvoir d'achat de millions de Français, le pouvoir se contente de quelques mesurètes et de vagues promesses qu'il ne tiendra pas. Une fois de plus, c'est la majorité de la population qui vit en dehors des très grandes villes, qui est contrainte de se déplacer en voiture, qui vit souvent dans des logements mal isolés qui va être frappé de plein fouet par ces mesures.

Il est plus qu'urgent que l'État reprenne en main le secteur de l'énergie, qu'il encadre les tarifs, revoie la fiscalité et nationalise des activités qui échappent à tout contrôle. Il est également grand temps qu'il se préoccupe sérieusement des conditions de vie de nos concitoyens qui vivent en dehors des métropoles et qui se sentent de plus en plus sacrifiés et abandonnés.

Les mercredis de la NAR

■ Voici le programme des conférences des Mercredis de la NAR jusqu'au 8 décembre :

Mercredi 27 octobre
Pascal Ory,

« Qu'est-ce qu'une nation ? ».

Mercredi 10 novembre

Chiheb M'Nasser,

« France-Islam : une blessure nationale ».

Mercredi 17 novembre

Marcel Gauchet,

« L'invention du christianisme ».

Mercredi 24 novembre

Jean-Christian Petitfils,

« Henri IV ».

Mercredi 1^{er} décembre

Georges-Henri Soutou,

« Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste ».

Mercredi 8 décembre

Olivier Dard,

« Le monarchisme après 1968 ».

■ **Chaque conférence débute à 20 heures précises dans nos locaux parisiens.** Dans la salle, le public se limitera à dix personnes : notre invité, deux organisateurs, sept auditeurs vaccinés ou récemment testés, qui recevront une invitation spécifique.

Les autres auditeurs pourront assister à la réunion sur leur ordinateur. Chaque semaine une invitation sera adressée par voie de circulaire électronique à nos abonnés qui disposeront ainsi d'un lien de connexion. Il leur suffira alors de télécharger l'application « Zoom », puis de se relier à la conférence pour la suivre et poser par écrit leurs questions à notre invité.

Toutes les conférences des Mercredis sont accessibles sur la chaîne Youtube de la NAR qui compte aujourd'hui plus de 1 600 abonnés. Pour regarder ces vidéos et partager leur contenu avec vos amis, il vous suffit de suivre les liens suivants :

<https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>
ou <https://archivesroyalistes.org/audio>

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : F. Aimard

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER O TROIS MOIS (20 €) O SIX MOIS (30 €) O UN AN (50 €) O UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF O UN AN (40 €) O UN AN SOUTIEN (50 €)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

D.R.



par Bertrand Renouvin

Vices cachés et fausses vertus

La droite des valeurs dispense en ce moment ses plates fourberies. Valérie Pécresse, qui approuva le traité de Lisbonne, déclare que « *notre identité constitutionnelle (...) doit primer sur la juridiction européenne* ». Ce personnage typique du bloc élitare exprime sans détour son aliénation politique en se déclarant « *deux tiers Merkel et un tiers Thatcher* » – curieuse façon de « *restaurer la fierté française* »... Xavier Bertrand, qui était ministre lorsque Nicolas Sarkozy effaça le résultat du référendum du 29 mai 2005, drague depuis des années les cercles souverainistes et veut inscrire dans la Constitution un « *mécanisme de sauvegarde des intérêts supérieurs de la France* ». Michel Barnier, incarnation notable du technocrate bruxellois, milite soudain pour le retour à la « *souveraineté juridique* » dans le domaine migratoire... La vertu souverainiste a été trop souvent brandie dans les campagnes électorales pour qu'on prenne au sérieux les postures de ceux qui feraient allégeance à Bruxelles et Berlin en cas de succès électoral.

Comment osent-ils mentir à ce point, en sachant que personne n'est dupe de leurs discours ? Ils flattent sans aucun doute le peuple qu'ils savent patriote dans l'espoir de l'amadouer, de la même manière qu'ils tentent de séduire par leur zèle austéritaire le maître allemand. Il est probable qu'ils supportent d'autant plus allègrement le poids de leurs filouteries politiques et morales qu'ils vivent dans un monde où l'on ment autant aux autres qu'à soi-même.

J'en veux pour preuve le débat provoqué en octobre par la décision de la Cour constitutionnelle de Pologne. À la suite de la mutation contestée d'un juge polonais, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), saisie par la Cour suprême de Pologne, a autorisé cette Cour à examiner les garanties d'indépendance offertes par les magistrats nommés par le président de la République. Or la Cour constitutionnelle a jugé, le 7 octobre, que la CJUE n'avait pas à intervenir dans l'organisation de la justice polonaise, domaine qui relève de la souveraineté de l'État, et non des compétences transférées par les États aux organes de l'Union européenne.

La décision de la Cour de Varsovie a soulevé une vague de protestations assorties d'appel à sanction. Il fut question de Démocratie, d'État de droit, d'indépendance des juges. On menaça de priver la Pologne des crédits prévus par le plan de relance bruxellois. La Commission de Bruxelles fit savoir que le droit européen primait sur le droit national. Emmanuel Macron se fit le défenseur de « *l'humanisme français et européen* » et se posa en défenseur de la Justice face aux alliés français des nationalistes polonais.

Ces déclarations nous tireraient des larmes de colère vengeresse et de fierté démocratique si tout cela ne relevait pas de la pure et simple facticité.

Quelle démocratie ? Coralie Delaume et David Cayla ont bien expliqué que la CJUE avait opéré en 1964 un coup de force en proclamant la supériorité du droit européen sur les droits nationaux.

Quelle démocratie ? La Commission de Bruxelles, où se mélangent des attributions législatives et exécutives, vient de se proclamer autorité judiciaire en affirmant faussement que « *le droit de l'UE prime sur le droit national, y compris les dispositions constitutionnelles* ».

Quelle singularité polonaise ? Le Tribunal constitutionnel allemand a souligné en juin 2009 le caractère non-démocratique de l'Union européenne, simple « *regroupement d'États* » qui demeurent souverains. Ceci avant de s'opposer violemment à la CJUE qu'elle accuse d'une « *interprétation objectivement arbitraire des traités* » dans son arrêt de mai 2020.

Quelle singularité polonaise ? Dans sa décision *French Data Network*, le Conseil d'État

a réaffirmé la suprématie de la norme constitutionnelle, selon sa jurisprudence constante qui est identique à celles du Conseil constitutionnel et de la Cour de cassation. Il est acquis, à Paris, que les transferts de souveraineté dans des domaines prédéfinis ne peuvent s'effectuer que dans la mesure où la Constitution le permet. Or la suprématie accordée aux engagements internationaux par la Constitution ne s'applique pas, dans l'ordre interne, aux dispositions à caractère constitutionnel.

Quant à l'indépendance de la justice, il est certain que l'Élysée peut camper sur des principes inviolés et foudroyer les autorités polonaises ! François Fillon, pour ne prendre que cet exemple, est à même de témoigner que notre beau pays dispose d'une autorité judiciaire farouchement indépendante – et d'une exemplaire célérité.

La seule différence entre le juge constitutionnel polonais et son homologue français, c'est que le premier dit roidement ce que le second enrobe dans de subtiles considérations. À Paris, on estime depuis des décennies qu'il ne faut pas faire de vagues et qu'on s'en sortira par de petits arrangements. Ce serait possible si la CJUE n'était pas animée d'une volonté de puissance qui la pousse toujours plus loin dans l'attentat contre la souveraineté des États. Tôt ou tard, Paris sera obligé d'ouvrir les hostilités contre les juges de Luxembourg et de mettre en question les organes antidémocratiques d'une Union déliquescence. ■

Sommaire

Page 2 – Salaires : la question incontournable. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Le retour du nucléaire. – L'Écho du net.

Page 4 – Ah les belles brèves de campagne. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Pas d'avenir sans ruptures.

Page 6 – Maroc-Algérie : les frères ennemis. – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – Amérique centrale : le jaguar et les coyotes.

Pages 8 et 9 – Synthèse : Asie, le spectre de Pearl Harbour.

Page 10 – Nécessaire souveraineté. – Lectures.

Page 11 – Daniel Rondeau.

Page 12 – Le monde rêvé de Jérôme Baschet.

Page 13 – Julien Gracq ou le rêve éveillé. – Nœuds de vie. – Hommage à Brassens.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Raymond Fassin.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : Vices cachés et fausses vertus.